

**DECLARATION D'INTENTION
POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION
EN MATIERE DE SANTÉ**

ENTRE

**LE MINISTRE DE LA SANTÉ DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
DU SURINAME**

ET

**LA MINISTRE DELEGUEE AUPRES DU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE
LA PREVENTION CHARGEE DE L'ORGANISATION TERRITORIALE ET
DES PROFESSIONS DE SANTE DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Le Ministre de la Santé du Gouvernement de la République du Suriname et le Ministre de la Santé de la Prévention du Gouvernement de la République française, ci-après dénommés « Les Signataires » ;

RECONNAISSANT les liens historiques existants entre les deux pays ;

AFFIRMANT l'intérêt de renforcer leur coopération bilatérale, fondée sur les principes d'égalité, de bénéfice mutuel et de plein respect de la souveraineté de chaque pays ;

DÉSIREUX de poursuivre l'approfondissement et le renforcement des relations et de la coopération multiforme entre les deux pays ;

RECONNAISSANT le potentiel d'échanges dans le secteur de la santé entre les deux pays et la nécessité d'exploiter les capacités et les opportunités d'une manière ciblée et globale ;

CONSCIENTS de l'utilité de consultations et d'échanges réguliers entre les deux pays voisins, à différents niveaux, sur les relations bilatérales et les questions internationales d'intérêt commun ;

CONFIRMANT qu'ils adhèrent aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

Déclarent ce qui suit :

Point 1

OBJECTIFS

Les Signataires déclarent leur intention de :

- Coopérer, approfondir et renforcer leur collaboration stratégique.
- Fournir un renforcement efficace des capacités du personnel de santé et des soins spécialisés pour les patients.
- Développer des programmes conjoints, notamment dans le domaine des soins de santé, de la santé publique, du contrôle et de la prévention des maladies, de la santé environnementale, de l'imagerie diagnostique, des services de laboratoire et de la recherche.

Point 2

DOMAINES DE COOPERATION

Les Signataires se félicitent du niveau de solidarité et de coopération dont font preuve les responsables de la santé de la France et du Suriname, notamment dans le cadre des projets de coopération déjà existants.

Les Signataires souhaitent coopérer, dans le respect de leurs législations nationales et de leurs ressources, pour faciliter l'atteinte des objectifs fixés, assurer le renforcement des capacités des personnels de santé en privilégiant le partage de connaissances et l'échange d'expériences face aux défis spécifiques en matière de soins de santé auxquels chaque pays est confronté.

Les Signataires souhaitent prioritairement faire progresser la coopération des patients pris en charge en France et des patients pris en charge au Suriname une fois convenues les conventions préalables de prise en charge financière. La France et le Suriname pourront étudier la possibilité d'un partenariat en matière de formation spécialisée entre les hôpitaux de Guyane et l'Akademisch Ziekenhuis Paramaribo (AZP) pour donner aux étudiants en santé la possibilité de se familiariser avec les systèmes de santé respectifs. Il pourra être présenté aux étudiants la possibilité d'accès des professionnels de santé surinamais au processus de sélection des praticiens à diplômes hors Union européenne. La France et le Suriname expriment également leur intérêt à bénéficier de leurs expertises respectives dans le domaine de la prise en charge des patients dans les zones rurales aux ressources limitées.

Les Signataires entendent travailler à faciliter la fourniture de soins spécialisés dans les domaines de la chirurgie cardiaque, de l'ophtalmologie et de la chirurgie ophtalmique, de la cardiologie interventionnelle, de la chirurgie orthopédique, de la neurochirurgie, de la néphrologie, de l'oncologie et de la chirurgie oncologique, et de la radiothérapie ainsi que de toute autre spécialité médicale si nécessaire.

Les Signataires souhaitent poursuivre la coopération déjà existante entre le Centre Hospitalier de l'Ouest Guyanais (CHOG) à Saint-Laurent-du-Maroni et le Marwina Streekziekenhuis à Albina en étudiant la possibilité d'augmenter le nombre de patients transférés du CHOG vers le Marwina Streekziekenhuis et de fournir des soins de base après l'accouchement aux femmes et à leurs enfants nés au CHOG et transférés au Marwina Streekziekenhuis.

Les Signataires pourront collaborer pour encourager les hôpitaux surinamais à certifier le niveau de qualité et de sécurité des soins au niveau international dans certaines spécialités (radiologie, ophtalmologie, oncologie et neurochirurgie) afin notamment de faciliter l'accès à une prise en charge conforme aux standards de référence.

Les Signataires s'efforceront d'accroître la coopération entre les centres de santé situés le long du fleuve Maroni des deux côtés de la frontière, notamment les Centres Délocalisés de Prévention et de Soins (CDPS) du côté français et Medische Zending (MZ)/RDG (Regionale Gezondheidsdienst) du côté surinamais.

Les Signataires souhaitent explorer la possibilité de mieux associer le système de santé surinamais dans la création prochaine d'un centre hospitalo-universitaire de Guyane en 2025. Cela pourrait inclure un échange d'étudiants en médecine, de médecins, d'infirmières et d'autres professionnels de la santé et l'élaboration d'une offre de formations communes.

Les Signataires souhaitent mener ensemble des actions décisives pour éliminer le paludisme du plateau des Guyanes d'ici 2025. Ils entendent développer un système de partage des signalements et des alertes transfrontaliers. En matière de santé environnementale, ils s'efforceront de lutter conjointement contre l'exposition à des agents toxiques (mercure, plomb notamment) qui peuvent affecter définitivement la santé de la population.

Les Signataires souhaitent également promouvoir la recherche et le développement dans les domaines de la santé en renforçant la coopération scientifique déjà existante (université, Institut Pasteur de Guyane, etc.).

Point 3

SUIVI

Les Signataires désigneront les personnes au sein de leurs organisations respectives qui pourront communiquer et échanger des informations générales d'intérêt commun dans les domaines qui les concernent.

Ces personnes pourront se réunir, au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire, pour définir les activités et les projets conjoints potentiels pour les douze mois suivants ou mettre à jour les projets de coopération existants. Des groupes d'experts conjoints pourront être créés afin d'approfondir techniquement les actions à mettre en place pour préserver la santé de la population, dont la lutte contre l'exposition aux agents toxiques (mercure, plomb, etc) et ses incidences sur la santé.

Les Signataires pourront, le cas échéant, chercher à mobiliser des financements extérieurs (OMS, AFD, etc.).

Point 4

PORTEE

La présente déclaration ne crée pas ni ne vise à créer, pour l'un ou l'autre des Signataires, d'obligations juridiquement contraignantes en droit national et international.

Signé à le du mois de de l'année 2023 en deux exemplaires originaux, en langues française et néerlandaise.

Pour le gouvernement de la République
du Suriname

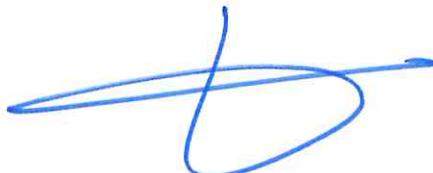
Pour le Gouvernement de la
République Française

MONSIEUR AMAR N. RAMADHIN



MINISTRE CHARGE DE LA SANTE

MADAME AGNES FIRMIN LE BODO



**MINISTRE DELEGUEE AUPRES DU
MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA
PREVENTION CHARGEE DE
L'ORGANISATION TERRITORIALE
ET DES PROFESSIONS DE SANTE**

**INTENTIEVERKLARING
TER VERSTERKING VAN DE SAMENWERKING
OP HET GEBIED VAN GEZONDHEID**

TUSSEN

**DE MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID VAN DE REGERING VAN DE
REPUBLIEK SURINAME**

EN

**MINISTER VERWIJDERD NAAR DE MINISTER VAN GEZONDHEID EN
PREVENTIE BEVOEGD VOOR TERRITORIALE ORGANISATIE EN
GEZONDHEIDSBEROEPEN VAN DE REPUBLIEK FRANSE**

De minister van Volksgezondheid van de regering van de Republiek Suriname en de minister van Volksgezondheid en Preventie van de regering van de Franse Republiek, hierna te noemen "de ondertekenaars";

ERKENNENDE de historische banden tussen beide landen;

BEVESTIGEND het belang van versterking van hun bilaterale samenwerking, gebaseerd op de beginselen van gelijkheid, wederzijds voordeel en volledige eerbiediging van de soevereiniteit van elk land;

VERLANGEND de betrekkingen en de veelzijdige samenwerking tussen beide landen verder te verdiepen en te versterken;

ERKENNEND het potentieel voor uitwisselingen in de gezondheidssector tussen beide landen en de noodzaak om de capaciteiten en mogelijkheden gericht en alomvattend te benutten;

ERKENNEND het nut van regelmatig overleg en uitwisselingen tussen de twee buurlanden, op verschillende niveaus, over bilaterale betrekkingen en internationale vraagstukken van gemeenschappelijk belang;

BEVESTIGEND dat zij de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties onderschrijven.

Verklaren het volgende:

Punt 1

DOELSTELLINGEN

De ondertekenaars verklaren hun voornemen om:

- Samen te werken en hun strategische samenwerking, deze te verdiepen en te versterken.
- De capaciteiten van het gezondheidspersoneel en de gespecialiseerde patiëntenzorg effectief te versterken.
- Gezamenlijke programma's te ontwikkelen, met name op het gebied van gezondheidszorg, volksgezondheid, ziektebestrijding en -preventie, milieuhygiëne, diagnostische beeldvorming, laboratoriumdiensten en onderzoek.

Punt 2

GEBIEDEN VAN SAMENWERKING

De ondertekenaars zijn verheugd over het niveau van solidariteit en samenwerking dat door de gezondheidsambtenaren van Frankrijk en Suriname wordt betoond, met name in het kader van de bestaande samenwerkingsprojecten.

De ondertekenaars wensen overeenkomstig hun nationale wetgeving en middelen samen te werken om de verwesenlijking van de vastgestelde doelstellingen te vergemakkelijken, de versterking van de capaciteiten van het gezondheidspersoneel te waarborgen door voorrang te

geven aan het delen van kennis en het uitwisselen van ervaringen met betrekking tot de specifieke uitdagingen op het gebied van de gezondheidszorg waarmee elk land wordt geconfronteerd.

De ondertekenaars wensen met voorrang de samenwerking te bevorderen bij patiënten die in Frankrijk worden verzorgd en patiënten die in Suriname worden verzorgd, zodra de eerste afspraken over de financiële dekking zijn gemaakt. Frankrijk en Suriname zullen de mogelijkheid kunnen onderzoeken van een partnerschap op het gebied van gespecialiseerde opleiding tussen de ziekenhuizen in Frans-Guyana en het Academisch Ziekenhuis Paramaribo (AZP) om gezondheidsstudenten vertrouwd te maken met de respectieve gezondheidsstelsels. Het kan voor studenten mogelijk zijn dat Surinaamse gezondheidswerkers toegang hebben gezondheidswerkers toegang hebben tot de selectieprocedure voor beroepsbeoefenaars met niet-EU-diploma's. Frankrijk en Suriname geven ook te kennen te willen profiteren van hun respectieve expertise op het gebied van patiëntenzorg in plattelandsgebieden met beperkte middelen.

De ondertekenaars zijn voornemens te streven naar vergemakkelijking van de verstrekking van gespecialiseerde zorg op het gebied van hartchirurgie, oogheelkunde en oogheelkundige chirurgie, interventionele cardiologie, orthopedische chirurgie, neurochirurgie, nefrologie, oncologie en oncologische chirurgie, radiotherapie en andere medische specialismen, indien nodig.

De ondertekenaars wensen de bestaande samenwerking tussen het Centre Hospitalier de l'Ouest Guyanais (CHOG) in Saint-Laurent-du-Maroni en het Marwina Streekziekenhuis in Albina voort te zetten door de mogelijkheid te onderzoeken om het aantal patiënten dat van het CHOG naar het Marwina Streekziekenhuis wordt overgebracht, te verhogen en postnatale basiszorg te verstrekken aan vrouwen en hun kinderen die in het CHOG zijn geboren en naar het Marwina Streekziekenhuis worden overgebracht.

De ondertekenaars kunnen samenwerken om de Surinaamse ziekenhuizen aan te moedigen het niveau van kwaliteit en veiligheid van de zorg op internationaal niveau te certificeren in bepaalde specialismen (radiologie, oogheelkunde, oncologie en neurochirurgie) teneinde de toegang tot zorg volgens referentienormen te vergemakkelijken.

De ondertekenaars zullen streven naar meer samenwerking tussen de gezondheidscentra langs de Marowijne aan beide zijden van de grens, met name de Centres Délocalisés de Prévention et de Soins (CDPS) aan Franse zijde en Medische Zending (MZ)/RDG (Regionale Gezondheidsdienst) aan Surinaamse zijde.

De ondertekenaars wensen de mogelijkheid te onderzoeken om het Surinaamse gezondheidsstelsel beter te betrekken bij de komende oprichting van een academisch ziekenhuis in Frans-Guyana in 2025. Dit zou een uitwisseling van medische studenten, artsen, verpleegkundigen en andere gezondheidswerkers en de ontwikkeling van gezamenlijke opleidingsvoorzieningen kunnen omvatten.

De ondertekenaars willen samen vastberaden actie ondernemen om malaria tegen 2025 uit het Guyanaschild te bannen. Zij zijn voornemens een systeem te ontwikkelen voor de uitwisseling van grensoverschrijdende meldingen en waarschuwingen. Op het gebied van de milieuhygiëne zullen zij streven naar een gezamenlijke bestrijding van de blootstelling aan giftige stoffen (kwik, lood enz.) die de gezondheid van de bevolking blijvend kunnen aantasten.

De ondertekenaars willen ook onderzoek en ontwikkeling op gezondheidsgebied bevorderen door de bestaande wetenschappelijke samenwerking te versterken (universiteit, Institut Pasteur de Guyane enz.).

Punt 3

OPVOLGING

De ondertekenaars wijzen binnen hun respectieve organisaties personen aan die algemene informatie van gemeenschappelijk belang kunnen overbrengen en uitwisselen op gebieden die voor hen van belang zijn.

Deze personen kunnen ten minste eenmaal per jaar en zo vaak als nodig bijeenkomen om mogelijke gezamenlijke activiteiten en projecten voor de volgende twaalf maanden vast te stellen of om bestaande samenwerkingsprojecten te actualiseren. Er kunnen gezamenlijke deskundigengroepen worden opgericht om technisch onderzoek te doen naar maatregelen die moeten worden genomen ter bescherming van de gezondheid van de bevolking, met inbegrip van de controle op de blootstelling aan giftige stoffen (kwik, lood enz.) en de gevolgen daarvan voor de gezondheid.

De ondertekenaars kunnen zo nodig trachten externe financiering aan te trekken (WHO, AFD enz.)

Punt 4

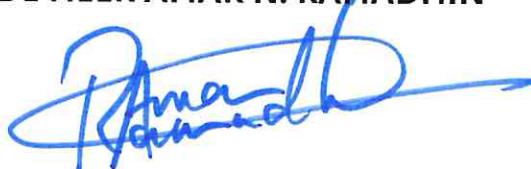
OMVANG

Deze verklaring schept geen juridisch bindende verplichtingen voor de ondertekenaars uit hoofde van het nationale en internationale recht en is daar ook niet op gericht.

Getekend te op in de maand van het jaar 2023 in twee originele exemplaren, in de Franse en de Nederlandse taal.

Voor de Regering van de Republiek
Suriname

DE HEER AMAR N. RAMADHIN



MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID

Voor de regering van de Franse
Republiek

MEVROUW AGNES FIRMIN LE BODO



**MINISTER VERWIJDERD NAAR DE
MINISTER VAN GEZONDHEID EN
PREVENTIE BEVOEGD VOOR
TERRITORIALE ORGANISATIE EN
GEZONDHEIDSBEROEPEN**